

Clap de fin pour Meninvest, liquidé après son redressement judiciaire

Début mars, le groupe de prêt-à-porter masculin MenInvest, derrière lequel se cache Menlook, lançait un ultime compte à rebours : elle avait un mois pour trouver un repreneur. Mais rien ne semble avoir finalement pu sauver l'ancienne pépite de l'e-commerce, aujourd'hui liquidée.

Jusqu'au bout, le groupe MenInvest avait espéré s'en tirer mais la marche était trop haute. Fin avril, le redressement judiciaire décidé au début du printemps s'est finalement soldé par une liquidation judiciaire, actée par le tribunal de commerce de Paris. Placée sous surveillance début mars, MenInvest avait alors un mois pour trouver un repreneur et repartir sur de bonnes bases. Las, aucun sauveur n'a été désigné, ce qui signe de fait la fin de l'aventure de l'ancienne étoile montante de l'e-commerce. Une triste issue pour ce groupe pour lequel travaillaient 130 personnes, dont 70 pour la marque Menlook.

Débutée sur les chapeaux de roues avec plus de 33 millions d'euros levés en trois ans et deux rachats à l'étranger - Oki-Ni au Royaume-Uni en 2013 et FrontlineShop en Allemagne en 2015 - la success story pourrait pourtant bien devenir sous peu un exemple des erreurs à ne pas reproduire. Certes, le chiffre d'affaires grimpait inexorablement (+50% en 2016) mais les bénéfices, eux, se faisaient attendre. Et le rachat de l'Allemand FrontlineShop qui devait permettre à Meninvest de renforcer sa présence à l'international tout en optimisant les coûts s'est révélée être une opération désastreuse qui a plombé les comptes de la jeune société... au point qu'elle ne puisse pas s'en remettre.

En attendant, plusieurs pages des marques du groupes sont d'ores et déjà indisponibles et le mail professionnel de Mathieu Drida, qui avait repris la tête du groupe après le départ de Marc Menasé, est désormais inactif et renvoie vers son adresse privée. Contactés par la rédaction, aucun interlocuteur n'a pour le moment souhaité donner davantage d'information sur la situation de la société.

A relire : En redressement judiciaire, Menlook a un mois pour trouver un repreneur